

Pour ce qui est du premier objectif, le Koweït, seul pays disposant d'actifs liquides importants, se consacrera entièrement à sa reconstruction politique et économique. L'Arabie saoudite, qui a financé en grande partie la guerre, a dû s'adresser aux marchés monétaires internationaux pour dégager les fonds nécessaires. Quant à l'Irak, il lui faudra une dizaine d'années pour rebâtir son infrastructure et relever son économie. Les pays producteurs de pétrole ne peuvent pas non plus compter sur une augmentation substantielle du cours de l'or noir pour financer la reconstruction. Le conflit israélo-arabe, qui dure depuis plus de quarante ans maintenant, a acculé l'Égypte, la Jordanie, Israël, la Syrie et les Palestiniens à la banqueroute. La guerre du Golfe a ruiné l'économie irakienne et rayé les pays producteurs de pétrole de la liste des donateurs potentiels d'aide au développement. Les perspectives de redistribution de la richesse entre riches et pauvres, et la gestion des conflits qui découlent de la répartition inégale des richesses et des ressources, ne sont guère brillantes.

Une plus grande participation politique et une démocratisation accrue au cœur du Moyen-Orient arabe sont elles aussi improbables dans un proche avenir. Des processus limités de réforme politique ont été engagés au Koweït seulement, mais l'on y progresse très lentement. Ce type d'évolution ne risque pas de se produire en Arabie saoudite, dans les États plus petits du Golfe ou en Syrie. Un changement politique en Irak est fort improbable.

Enfin, la guerre a rendu le règlement du conflit israélo-palestinien plus difficile, et non le contraire. Elle a renforcé les gouvernements en place en Syrie et en Israël et terriblement affaibli les dirigeants palestiniens. Le président syrien, Hafez-al-Assad, est sorti de la guerre grand économiquement et politiquement, et il en a profité pour consolider et officialiser la main-mise syrienne sur le Liban. Damas, qui connaissait des difficultés économiques, reçoit maintenant une aide importante de Riyad depuis qu'elle a pris le parti de la coalition. Malgré une assistance militaire et un soutien diplomatique soviétiques sur le déclin, la Syrie est aussi capable aujourd'hui de dicter l'ordre du jour et les conditions de négociations israélo-arabes qu'elle ne l'était avant le conflit.

EN ISRAËL, LA GUERRE A EU DES CONSÉQUENCES CONTRADICTOIRES. MAINTENANT que l'Irak n'est plus en mesure de prendre part à une coalition contre l'État hébreu, la Syrie reste l'unique menace stratégique sérieuse contre ce dernier. Comme il est plus probable qu'elle attaquerait avec d'autres forces arabes que seule, le risque d'une guerre d'envergure où on lancerait des missiles balistiques et où il y aurait des attaques contre des villes israéliennes est beaucoup moins grand qu'il y a un an. Comparativement, Israël est donc plus en sécurité.

Par ailleurs, la guerre a été une expérience pénible pour Israël. Nuit après nuit, sa population civile s'est enfermée dans des pièces hermétiquement closes et a dû porter des masques à gaz, ce qui chez beaucoup a réveillé des souvenirs traumatisants. À droite comme à gauche, les images de Palestiniens encourageant Saddam Hussein à employer les armes chimiques contre Israël ont révolté.

Le gouvernement de Yitzhak Shamir est également sorti renforcé de la guerre aux yeux de la population israélienne. Il a su la persuader, dans des circonstances extraordinairement éprouvantes, que la retenue constituait la réponse la plus sage aux tirs de missiles irakiens sur Tel Aviv. Étant donné cette vague de soutien populaire, il va être extrêmement difficile, une fois les négociations entamées, de convaincre la coalition gouvernementale qu'il est urgent de faire des concessions aux Palestiniens.

Les Palestiniens, pour leur part, sont confrontés à la perspective d'une direction divisée et affaiblie. Yasser Arafat est *persona non grata* dans le monde arabe, qui lui fait payer son soutien indéfectible à Saddam Hussein pendant la guerre. L'Arabie saoudite, le Koweït et certains petits États du Golfe étaient les principales sources de

fonds de l'OLP, sources maintenant taries, et les émirs ne desserreront certainement pas les cordons de leurs bourses tant que le maître de Bagdad restera au pouvoir et que Yasser Arafat sera président de l'OLP. L'Irak ne peut plus apporter d'appui important, le président syrien est un vieil ennemi de Yasser Arafat, et la position de ce dernier pendant le conflit a rempli d'amertume les dirigeants de tous les États du Golfe.

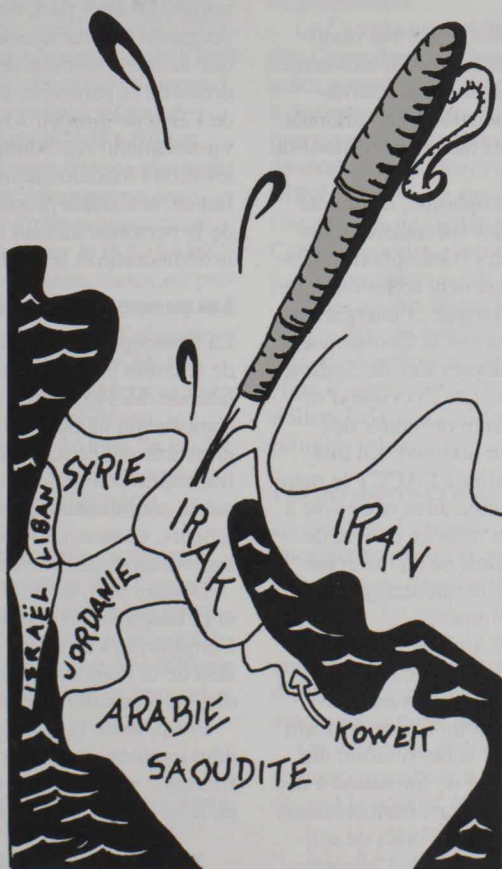
Au Moyen-Orient, seule l'Égypte apporte un soutien politique, d'ailleurs tiède, à l'OLP. À l'intérieur du monde arabe, Arafat n'est plus soutenu que par l'Afrique du Nord, le Yémen et la Libye. Ce n'est pas un hasard si, en juillet, le gouvernement libanais, appuyé par Damas, a fini par décider d'expulser du Sud-Liban les forces armées de l'OLP et de priver cette dernière de son unique base indépendante pour ses opérations contre Israël.

Enfin, la nouvelle conjoncture internationale joue contre un déblocage du conflit israélo-palestinien. Pendant près de trente ans, le différend israélo-arabe s'est inscrit, à un plus haut niveau, dans l'affrontement soviéto-américain. Dans les années 1970, si les États-Unis ont pris des mesures énergiques pour gérer le conflit, c'est par crainte que celui-ci ne les entraîne dans une dangereuse confrontation avec l'URSS. Cette crainte, tout comme le sentiment d'urgence, s'est estompée avec le changement de politique des Soviétiques.

ON NE PEUT AVANCER DANS LE PROCESSUS DE PAIX QUE SI LE PRÉSIDENT BUSH exploite le prestige inouï dont il est auréolé aux États-Unis et à l'étranger. Selon toute probabilité, il obtiendra un second mandat présidentiel, et il est, pour ainsi dire, à l'abri de pressions politiques intérieures. Il est donc libre de ses mouvements, sans avoir à se soucier des coûts politiques internes de ses gestes. Les États-Unis se trouvent aussi dans une position unique au Moyen-Orient, où ils exercent une influence sans précédent, et que l'URSS ne conteste pas. N'oublions pas, en effet, que les gouvernements de la région n'ont personne d'autre que les Américains vers qui se tourner. Si les Syriens ont accepté de participer à la conférence de la paix régionale organisée par les États-Unis, c'est parce qu'il n'y a plus qu'à eux qu'ils puissent s'adresser. En outre, le président Assad voulait que la Syrie soit le seul pays du monde arabe à avoir une ligne ouverte avec Washington après que la ligne soviétique a été coupée, même si ce n'est que provisoirement.

Si la conférence régionale a lieu, tôt ou tard, Washington devra forcer les gouvernements et les dirigeants du Moyen-Orient à faire des choix difficiles. Quant à savoir s'il le fera, nul ne le sait. Il n'y a pas urgence à s'atteler à une tâche qui sera inévitablement difficile et impopulaire. De plus, même s'ils s'efforcent sans relâche de trouver un règlement au conflit, leur seule intervention ne suffira pas. En Israël et chez les Palestiniens, dans les États arabes également, on doit arriver à la conclusion que malgré les choix pénibles à faire, il y a plus à perdre au *statu quo* si celui-ci se prolonge indéfiniment. Là non plus, le pronostic n'est guère brillant. La leçon la plus inattendue, et pourtant des plus révolutionnaires, de la guerre réside sans doute dans la façon dont elle s'est terminée. L'intervention de la collectivité internationale dans les affaires intérieures d'un État membre, pour secourir les flots de réfugiés kurdes jetés sur les routes, est sans précédent. Il est manifeste que l'on a fait fi de la souveraineté irakienne.

Même si l'intervention est une «excroissance» de la guerre et constitue donc une exception historique, la collectivité internationale, par sa réaction, dit clairement qu'il y a des limites à la façon dont on traite les minorités au Moyen-Orient. Ce genre d'intervention est sans doute davantage l'exemple type des conflits internationaux, et des solutions, que l'on verra le plus pendant le reste de la présente décennie, qu'une guerre lancée pour défendre le principe de la souveraineté des États et de la légitimité de leurs frontières. □



Benno Esenstein